



**Liste de toutes les propositions enregistrées sur la plateforme,
par catégories et ordre alphabétique,
sans reclassement, regroupement ...**

L'organisation de l'État et des services publics

Accroître les pouvoirs d'injonction de la Cour des Comptes

Améliorer la proximité entre l'administration et les usagers grâce à un suivi plus personnalisé et accessible et d'avantage de point d'accès

Appliquer de manière identique au secteur privé et au secteur public les règles en vigueur (jour de carence, temps de travail, retraites, pénibilité, accessibilité, apprentissage, contrats courts ...)

Confier le recrutement des fonctionnaires territoriaux à un service tiers sous contrôle de l'État

Créer le délit de "harcèlement ou de mauvais traitement administratif" responsabilisant, à leur tour, les acteurs publics et permettant aux citoyens, le cas échéant, de se défendre.

Créer un pôle communication de proximité via le public intergénérationnel par le biais du secteur associatif

Dans les services publics, la mise en place d'un vrai plan de résorption de la précarité

Dans les services publics, un plan de rattrapage en postes

Des structures de soin et de santé qui permettent à tous les citoyens de bénéficier d'un suivi régulier.

Doubler le nombre des maisons de santé y systématiser la possibilité de visites à domicile ce qui permettrait de couvrir un plus grand nombre de citoyens et d'éviter le recours aux urgences.

Éviter la redondance des demandes de documents justificatifs lors des demandes de l'aide sociale.

Former les agents et orienter le management pour une politique qualité/client tournée vers la satisfaction de la population grâce à la mise en place d'une labellisation de qualité de service

Garantir une meilleure continuité du service public

Généraliser l'approche "FRENCH-ROAD"

Impliquer pénalement les élus en cas de faute de gestion

Intégrer d'avantage de référents de la société civile et d'entreprises dans les conseils décisionnaires des collectivités

Mettre en concurrence les missions de service public

Mettre en place des ateliers de formations gratuites dédiés à la connaissance des obligations fiscales et sociales pour familiariser les dirigeants de TPE-PME à leurs déclarations

Mettre en place des bilans intermédiaires d'activité dans les collectivités consultables publiquement

Mettre en place le bouclier territorial de services publics qui doit assurer un panier de services du quotidien : prestations sociales (famille, chômage, maladie, aides diverses) et de santé, retour à l'emploi, état civil, service postal, impôts, etc. s

Mettre en place un système de notation des fonctionnaires avec possibilité de sanction en cas de non atteinte des objectifs

Mettre en place une commission de contrôle citoyen avec un droit de regard sur la gestion des dépenses de la collectivité

Mettre en place une obligation de résultat aux administrations face aux demandes et questions de la population

Mettre fin au cumul des mandats

Mettre fin aux doublons entre l'État et les collectivités territoriales d'une part, et entre les différentes collectivités territoriales d'autre part, en supprimant les services identiques à différentes échelles.

Organiser un maillage territorial partenarial (CAF,CCAS,CPAM...) visant à garantir l'égalité d'accès des citoyens à un premier accueil social inconditionnel.

Orienter les recrutements dans le sens du numérique (community management / chat)
Ouvrir les services d'accueil administratif de 7h à 19h
Pour les services publics, l'abandon des orientations CAP22
Pour les services publics, une couverture territoriale à la hauteur des besoins de la population
Réaliser des benchmarks entre collectivités sur les mêmes thématiques
Redéployer les effectifs de la fonction publique vers les services prioritaires
Rendre obligatoire pour les personnels des administrations un stage de 3 semaines en entreprise par an
Rendre public les comptes des collectivités avec les revenus les plus élevés
Repenser l'architecture intérieure des points d'accueil pour d'avantage de convivialité de l'accueil
Rétablir des contacts directs à une fréquence précise entre les élus et les citoyens (rencontres face à face, débats, échanges)
Revoir les règles de l'administration pour faire en sorte, dans les relations avec les entreprises, de privilégier l'accompagnement plutôt que la sanction.
Se fixer des objectifs de réduction drastique des effectifs de la fonction publique nationale et territoriale en redéfinissant, au préalable, les missions de service public et en limitant aux seules fonctions régaliennes.
Simplification des critères d'attribution des prestations et aides sociales en général et du revenu minimum social garanti en particulier
Simplifier les démarches administratives grâce à la dématérialisation
Supprimer ou modifier certains critères d'âge pour l'attribution des prestations et aides sociales.
La démocratie et la citoyenneté
Associer et entendre, à tous les niveaux, l'ensemble des corps intermédiaires (syndicats, associations, mutuelles, coopératives, fondations...)
Associer les citoyens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques.
Consulter régulièrement l'ensemble de la population sur des sujets précis avec mise en place de débats avant un vote
Consulter régulièrement les personnalités qui ont une expertise du fait de leur fonction présente ou passée
Créer un bureau citoyen dans chaque commune autour des élus
Décentralisation des CSE chez les opérateurs de l'État
Décider l'application automatique des lois six mois après promulgation (même en l'absence de publication de décret d'application)
Développer davantage d'espaces d'expression des travailleurs, car ils sont les mieux placés pour parler de leur travail.
Développer la démocratie sociale en consultant les organisations syndicales et patronales, en les associant à des décisions.
Digitaliser la procédure de vote
Élargir l'usage du référendum pour des sujets sensibles et cruciaux pour la nation
Faire faire des stages aux jeunes dans les services publics et dans les associations
Garder ce système de débat participatif
Inciter à construire les choix politiques avec les personnes chargées de leur mise en œuvre (salariés, agents publics, associations,...) et avec les usagers.
Inciter les administrations à proposer d'avantage de choix de politiques aux élus
Inciter une pratique associative pour chaque citoyen grâce à une réduction d'impôt
Instaurer des projets dans les établissements scolaires sur le thème de la démocratie et de la citoyenneté
Instaurer un "médiateur au gaspillage des fonds publics" (portiques éco taxes, abandon du projet Notre Dame des Landes ...), les fonds identifiés tels quels étant retranchés l'année suivante des sommes allouées à la structure responsable
L'entreprise doit informer les salariés, par le biais du comité social et économique (CSE), du montant perçu de CICE et rendre compte des choix qu'elle a fait pour le répartir entre l'investissement, l'emploi et les rémunérations.
Mettre en place dans les collectivités une part de budget participatif, permettant aux citoyens de choisir certains investissements ou projets.
Mettre en place des conseils participatifs citoyens
Mieux expliquer aux citoyens les retombées et implications de chaque loi
Mieux former les élus à l'intérêt général

Obtenir un droit d'intervention pour les travailleurs sur les transformations de leur travail (cadences, évolution des tâches, conditions de travail).

Permettre au citoyen de soumettre des idées de loi

Pratique des budgets locaux participatifs

Prendre davantage en compte les avis et recommandations des Conseils représentant la société civile organisée pour nourrir les grands choix politiques nationaux et locaux.

Prendre en compte le vote blanc, lors des élections

Quand le maire d'une commune a un projet d'infrastructures sportives, il peut réunir les présidents d'associations sportives pour évaluer les besoins et les attentes. Ces mêmes présidents peuvent réunir leurs adhérents pour les consulter. Cela rallonge et

Quand un élu local met en ligne son agenda de rencontres avec des associations ou des organisations syndicales, il montre l'utilité de les consulter et garantit la transparence du processus démocratique.

Réaffirmer la nécessité et les vertus d'une démocratie représentative

Reconnaître le vote blanc

Recours aux plates-formes numériques, aux ateliers citoyens et aux tirages au sort citoyen

Réduire le nombre de parlementaires

Remettre en place l'éducation civique à l'école et mettre en place des cours de savoir être citoyen

Rendre l'établissement d'un budget précis et réaliste obligatoire pour chaque proposition de loi

Rendre le vote obligatoire

Un barème prud'homal indicatif

Utilisation du référendum en appui de décisions de politiques locales très précises.

La fiscalité et les dépenses publiques

- Revoir les droits de succession et donations qui, aujourd'hui, favorisent une société de rentiers au détriment des travailleurs et des jeunes. Cette réforme doit prévoir une contribution spécifique affectée à la perte d'autonomie.

- Ajouter une tranche d'imposition supplémentaire pour les très hauts revenus.

- Baisser la fiscalité indirecte, la TVA sur les biens et services qui favorisent la transition écologique (transports en commun...)

- L'État doit se donner les moyens législatifs, au niveau national et européen, et humains de lutter contre l'optimisation et l'évasion fiscales.

- Les multinationales qui opèrent en France (entre autres les GAFA) doivent être taxées en France à hauteur de leur chiffre d'affaires.

- Porter l'impôt sur le revenu sur tous les revenus, y compris ceux du capital (en fonction de la richesse réelle des personnes : biens immobiliers, épargne, etc.).

- Supprimer totalement la taxe d'habitation, la compensation aux collectivités territoriales étant assurée par un partage des grands impôts nationaux (impôt sur le revenu, TVA, impôt progressif sur le capital...)

Améliorer les prestations sociales en conservant une partie des excédents des prestations par la Sécurité sociale.

Arrêter de payer la dette

Augmenter le nombre de classes imposables afin de rendre l'impôt plus juste et responsabiliser chacun

Baisser les impôts sur les sociétés pour les TPE-PME

En matière d'impôt sur le revenu, une imposition individualisée dès le premier euro rétablirait l'égalité de traitement entre tous les citoyens face à l'impôt.

Exiger un casier judiciaire vierge pour accéder aux fonctions publiques

Faciliter l'accès au financement pour les TPE-PME par la mise en place d'un équivalent de la CASDEN pour les fonctionnaires

Faire porter une partie du financement de la protection sociale des travailleurs en activité pour les géants du web sur les profits que génèrent ces plateformes.

Faire porter une partie du financement de la protection sociale des travailleurs par les géants du web (GAFA) sur les profits que génèrent ces plateformes.

Inclure l'ensemble des revenus annexes dans le plafonnement de la rémunération des élus et hauts fonctionnaires

Informé annuellement chaque contribuable des charges sociales, impôts et taxes qu'il paie et de ce qu'il reçoit de l'État, du Pôle Emploi, de la CGSS, de la CAF ...

Instaurer un bouclier fiscal pour les artisans, commerçants, TPE et PME au travers d'un plafond incluant la fiscalité nationale, locale et écologique
Instaurer un système de bonus-malus fiscal pour la création d'emploi par les entreprises
Instituer la "règle d'or" en interdisant l'adoption d'un budget déficitaire qu'il s'agisse du Projet de Loi de Finances ou du budget des organismes sociaux gérés paritairement.
Investissement gagnant-gagnant
L'arrêt des politiques d'austérité pour de vrais emplois
Les salariés sont en droit de demander des comptes aux entreprises quant à l'usage du CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi) et de toutes les aides publiques. Le CICE devait permettre d'investir dans l'emploi, la formation, l'innovation et la transit
Mettre en place le suivi strict des recommandations de la Cour des Comptes
Mettre en place un taux de charge variable pour une meilleure redistribution
Mettre en place une visibilité à chaque échelon administratif levant l'impôt, sur l'utilisation qui en est faite. Chacun doit savoir précisément à quoi servent ses impôts.
Ne plus taxer les bénéficiaires laissés dans les entreprises
Payer des impôts en fonction de son chiffre d'affaires pour toute entreprise ayant une activité en France et tout particulièrement pour les géants du web (Google, Amazon, Facebook, Airbnb...)
Plafonner l'âge d'accès à certains mandats
Réduire le nombre de fonctionnaires au profit de la création d'emploi dans le privé
Réduire les indemnités de retraite des élus et les indexer au prorata des trimestres effectués
Réduire les indemnités des hommes politiques et élus avec une forfaitisation de leurs revenus
Remplacer l'octroi de mer par une TVA locale
Renforcer les pouvoirs de la Cour des Comptes en cas de non-respect de ses préconisations.
Rétablissement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) ou création d'une ou plusieurs nouvelles tranches supérieures de l'impôt
Revenir au 1er jour de délai de carence pour les arrêts maladie
Révision du barème de l'imposition sur les successions concernant les très gros héritages.
Revoir l'ensemble des niches fiscales sur la base de priorités clairement établies (par exemple emploi ou environnement).
Supprimer l'avancement à la carrière des fonctionnaires pour une vraie méritocratie au sein de l'administration
Supprimer l'impôt sur le revenu
Sur-rémunération
Transparence : Faire évaluer chaque instance des services publics afin d'établir l'efficacité de chaque poste
Transparence : Gérer le budget de l'État comme celui d'une entreprise en liant le budget de l'année N+1 ainsi que le bilan de l'année N en comparaison des objectifs
Transparence : Mettre en place des indicateurs de performance des dépenses et des services publics en fonction d'objectifs précis
Transparence : Mettre en place un site internet traçant de manière ludique et accessible l'utilisation des impôts en France en temps réel
Transparence : Réserver une enveloppe annuelle à quelques grands projets dont la sélection se ferait de façon référendaire
Transparence : Utiliser la technologie Blockchain pour plus de transparence
Une évaluation des politiques publiques et la conditionnalité des aides aux entreprises
La transition écologique
- De nombreux citoyens n'ont pas d'alternative à l'utilisation d'un véhicule personnel. L'aide à l'achat d'un véhicule propre n'est pas suffisante pour nombre d'entre eux. C'est pourquoi nous proposons un chèque mobilité pour ceux qui n'ont pas d'autre
- Développer des transports en commun fiables
- Mise en place d'un Contrat de Transition Écologique (CTE) réunissant tous les acteurs d'un territoire précis (ville, intercommunalité, département, zone d'activités, etc.) pour accompagner les salariés qui risquent de perdre leur emploi vers des nouveaux métiers.
Adapter les règles applicables en matière de transition écologique en fonction des réalités territoriales et climatiques
Covoiturage : Augmenter le nombre d'aires de covoiturage et de places disponibles
Covoiturage : Développer l'intermodalité entre différents modes de transports autour d'une application

Covoiturage : Mettre en place des mesures incitatives de covoiturage de société (pas d'imposition sur les voitures de société dédiées aux transports collectifs des salariés)
Covoiturage : Créer une application pour stimuler le recours au covoiturage
Développement du vélo communal.
Entreprises : Accorder un allègement fiscal aux entreprises qui montent un projet intégrant l'écologie dans leur activité
Entreprises : Conditionner la fiscalité à laquelle est soumise l'entreprise en fonction de la mise en place de bonnes pratiques environnementales
Entreprises : Créer une instance dédiée pour accompagner des entreprises pour une sélection de leurs fournisseurs sur des critères RSE (via l'association SBA)
Entreprises : Encourager les initiatives innovantes dans le domaine de la protection de l'environnement
Entreprises : Généraliser l'installation de capteurs de mouvements pour réduire le gaspillage d'électricité
Entreprises : Inciter à l'archivage électronique pour réduire la consommation de papier
Entreprises : Inciter à l'utilisation de produits nettoyants bio pour protéger notre nature et nos lagons
Entreprises : Inciter à la mise en place de bornes de tri dans les entreprises
Entreprises : Inciter et faciliter la mutualisation des livraisons
Entreprises : Instaurer des réductions fiscales pour la mise en place de centres de coworking
Entreprises : Mettre en place des panneaux photovoltaïques pour rendre chaque entreprise autonome en énergie
Entreprises : Mettre en place une notation des entreprises sur les initiatives prises pour réduire la production de déchets
Entreprises : Organiser la gestion transport des personnels pour les grandes entreprises
Entreprises : Récompenser la mise en place des démarches RSE dans les entreprises
Entreprises : Récompenser les entreprises qui sensibilisent leurs collaborateurs au tri via des réductions fiscales
Entreprises : Subventionner l'utilisation d'emballages écologiques
Fléchage des taxes et impôts à visée écologique déjà existant vers la transition écologique afin que les citoyens puissent clairement repérer et contrôler leur utilisation.
Gestion des déchets : Améliorer la gestion des stations d'épuration
Gestion des déchets : Commercialiser les plastiques biodégradables
Gestion des déchets : Développer et encourager les filières de revalorisation
Gestion des déchets : Développer le photovoltaïque pour rendre les logements autonomes en énergie
Gestion des déchets : Favoriser fiscalement et valoriser les activités liées à l'économie circulaire et à la réparation, la rénovation et le réemploi
Gestion des déchets : Généraliser la vente en vrac, au détail et au poids
Gestion des déchets : Mettre en place des incitations fiscales à la récupération (achats publics et privés)
Gestion des déchets : Mettre en place une politique publique cohérente pour diminuer l'usage des plastiques
Gestion des déchets verts
Mise en place d'un grand plan national d'investissement pour en finir avec les « passoires énergétiques » pour tous les bâtis existants.
Réduire la fiscalité sur les produits et services liés directement à l'amélioration du chauffage ou de l'isolement des logements, plutôt que d'attribuer des aides technocratiques
Répartition juste des taxes ou impôts mis en place pour modifier des comportements, accompagnée d'aides ou de compensations pour les plus modestes pour alléger cette charge.
Transports en commun : Baisser les coûts pour les usagers, en particulier les plus vulnérables (étudiants, seniors...)
Transports en commun : Créer un train intercommunal pour les marchandises et personnes avec lignes directes spéciales grands axes
Transports en commun : Créer un tramway à hauteur de la route des tamarins avec des ramifications de bus direction: les hauts, les bas
Transports en commun : Développer le réseau de transport urbain
Transports en commun : Développer le réseau de bus intercommunal et dans les hauts pour des transports plus nombreux, plus réguliers, plus sécurisés
Tri sélectif : Mécaniser la gestion des déchets cartons et plastiques au sein des centres de tris
Tri sélectif : Mettre en place des hubs de collecte et broyeurs accessibles en centre-ville

Tri sélectif : Récompenser les personnes qui ramènent des déchets triés (consignes ou bons d'achat)
Tri sélectif : Rendre obligatoire dans les administrations et les grandes entreprises, l'adoption d'un véritable plan de gestion et de recyclage des leurs déchets.
Tri sélectif : Rendre obligatoire les bacs de tri dans les foyers avec vérification par les services de la commune
Tri sélectif : Sensibiliser au tri sélectif à tous les âges (dans les écoles, les médias ...)
Une taxation des transactions financières, en France et en Europe, pour trouver de nouvelles ressources pour répondre au défi de la transition écologique.
Utilisation réelle des fonds du livret de développement durable (LDD) pour financer la transition écologique et énergétique.
Vélo de ville
Vélo et Télétravail : Développer l'usage du vélo électrique et inciter à l'utilisation du vélo pour les courtes distances dans les bas de l'île.
Vélo et Télétravail : Développer le réseau et améliorer l'état des pistes cyclables
Vélo et télétravail : Encourager la participation de l'employeur à l'abonnement téléphonique et internet des salariés (sur le modèle carte orange en métropole)
Vélo et télétravail : Encourager la participation de l'employeur à l'achat d'un vélo par le salarié
Vélo et télétravail : Faciliter la dématérialisation des services des entreprises grâce à des tarifs réduits pour les prestations d'accès internet, stockage de données et équipements informatiques
Vélo et télétravail : Mettre en place des mesures pour encourager les entreprises à recourir au télétravail
Voitures : Développer la commercialisation du carburant Super Éthanol
Voitures : Encourager la prime à la casse des véhicules de plus de 10 ans
Voitures : Limiter l'incitation à l'achat de voiture: crédits auto, tuning
Voitures : Limiter les constructeurs et concessionnaires sur la publicité, le marketing et le volume des ventes
Voitures : Mettre en place un service de voiture/transport électrique gratuit décentralisé en P2P
Voitures : Proposer un abattement sur le prix de l'essence en fonction de l'utilisation raisonnée de son véhicule
Pouvoir d'achat, de travailler, de se déplacer, de se loger ...
- Compenser les efforts indispensables à la transition écologique par des aides spécifiques à la hauteur des besoins des ménages modestes (chèque mobilité, aide substantielle pour l'achat de véhicules propres, aides incitatives au covoiturage...).
- Limiter les temps partiels contraints, subis majoritairement par les femmes.
- Négocier des plans de déplacement d'entreprise, et s'il n'y en a pas, rendre la prime de transport obligatoire.
- Réévaluer les classifications et revaloriser les métiers majoritairement occupés par les femmes (notamment dans les services à la personne).
- Regrouper les minimas sociaux sous condition de ressources et simplifier leur accès autour de la constitution d'un socle de droits sociaux universels (qui maintient des compléments spécifiques aux situations de chacun : insertion, handicap et vieillesse
- Rendre obligatoire, lors des accords de la Négociation Annuelle Obligatoire (NAO), une limitation des écarts de rémunération dans les entreprises.
- Responsabiliser les entreprises pour limiter les recours abusifs aux contrats très courts en instaurant par exemple un bonus-malus, en sécurisant les parcours de vie et professionnels des personnes qui les subissent.
- Revaloriser le pouvoir d'achat des agents publics en modifiant le point d'indice.
- Revaloriser les basses pensions, passer au minimum SMIC
- Sortir de la sous indexation des pensions pour assurer aux retraités une participation aux fruits de la croissance.
300 € nets pour les retraites, Minima sociaux, bas salaires et bourses étudiantes
Assurer un vrai dialogue avec les différents partenaires concernés pour mettre en place les formations dont le territoire a besoin à court, moyen et long terme.
Conditionnement des aides diverses et crédits d'impôts à la réalisation des actions et résultats attendus.
Contenir et alléger les dépenses contraintes (logement, assurances, services financiers, télécommunications, télévision, cantine scolaire) par la mise à plat des taxes (TVA et taux d'octroi de mer).
Contenir et alléger les dépenses contraintes par des mesures sociales de régulation des prix par action de l'Etat à travers la pression qu'il peut exercer sur le processus de formation des prix.
De réelles perspectives d'augmentation de rémunération des salariés, prenant en compte, notamment, l'évolution de sa qualification, de ses compétences.
De vraies négociations lors des NAO

Démocratie et citoyenneté
Démocratie et citoyenneté : Comité Paritaire Permanent du Dialogue Social (C2PDS)
Démocratie et citoyenneté : redéfinir le droit d'expression des salariés
Depuis le COSPAR, le malaise social n'a cessé de grandir à La Réunion.
Des maisons de service au public dans chaque commune avec des agents publics chargés d'accueillir les citoyens pour les renseigner, les aider, les conseiller, conservant ainsi du relationnel humain.
Développer des transports en commun en améliorant les dessertes des écarts vers des pôles d'échanges sans obligation de correspondance avec des fréquences adaptées aux besoins socio-économiques.
Développer et organiser le service public de la petite enfance pour un accès équitable sur tout le territoire.
Développer et organiser les services d'aide à la personne pour faire face au vieillissement de la population.
Développer l'aide aux aidants
Développer l'aide aux familles
Développer sur le territoire la capacité à détecter les niches économiques et à anticiper l'émergence de métiers nouveaux notamment par le biais de la Recherche.
Droits nouveaux pour Emplois nouveaux : un Grenelle du numérique
En attente de la création d'emplois pérennes, reconduction des contrats aidés avec une vraie politique de formation
État et services publics : Accès aux soins et services de santé
Existence d'un expert référent au sein de chaque organisme social pour améliorer la compréhension réciproque, l'orientation, l'analyse de situation complexe.
Fiscalité et dépenses publiques
Fiscalité et familles
Garantir la transparence concernant les niveaux d'investissement, de rémunération et de dividendes versés aux actionnaires.
L'abrogation des mesures sur l'âge de départ à la retraite, les mesures fiscales
L'aide aux aidants
L'amélioration de la couverture conventionnelle, de la prévoyance lourde et santé
L'application à La Réunion des conventions collectives nationales
L'application des conventions collectives Nationales
L'égalité salariale femme / homme
L'arrêt des suppressions de postes dans les fonctions publiques
L'interdiction de licencier pour les entreprises faisant des profits
La construction des logements à hauteur des besoins de la population
La création d'une indemnité compensatrice de vie chère pour tous les retraités.e.s de La Réunion
La crise, elle est sociale et, elle est aussi politique.
La réduction du temps de travail et la fin des temps partiels imposés
La résorption de l'emploi précaire dans tous les secteurs publics et privés
La revalorisation des minima sociaux
La transparence sur le mécanisme de formation des prix
Le gel des loyers dans le logement social et le logement privé a minima pour 2019
Le paiement des dettes sociales et fiscales
Le paiement des pensions de retraite du régime général le 1er jour du mois
Le SMIC à 1800€
Les évolutions salariales annuelles doivent correspondre à un gain de pouvoir d'achat couvrant à minima l'inflation
Les montants des retraites et pensions portées à minima au niveau du SMIC et alignés sur l'évolution des salaires.
Les niches fiscales doivent aussi être revisitées et toilettées au regard de leur intérêt réel pour l'emploi, le développement économique et l'environnement.
Les organismes sociaux doivent multiplier les démarches proactives permettant d'aller au-devant des bénéficiaires potentiels de prestations qui ne font pas spontanément valoir leurs droits en proposant notamment des rendez-vous des droits élargis.
Lutter contre l'exclusion des jeunes et des enfants par le développement de modes de prise en charge adaptés.

Maintenir et développer les services publics existants. Chaque citoyen doit pouvoir accéder rapidement à des services publics de qualité.

Maintien d'un accueil physique dans les organismes sociaux pour garantir l'égal accès de tous quelle que soit leur situation en termes de précarité numérique.

Mettre en place de véritables parcours sécurisés de qualification pour les jeunes et demandeurs d'emploi leur permettant de mener à terme leurs projets de montée en compétences.

Mise en place d'un guichet unique regroupant l'ensemble des dispositifs d'aides, d'exonérations ou de crédits d'impôt avec une simplification des mesures administratives pour faciliter leur mise en œuvre.

Mise en place de « chèques transport » dans les entreprises ainsi que le financement par les collectivités de 50% à 100% (1,5 fois le smic) des abonnements de transports collectifs.

Mise en place de crédits à taux zéro, mobilisant le secteur bancaire et notamment les fonds du LDD, suffisamment longs (15 voire 20 ans) pour que les ménages puissent investir à des fins écologiques (voiture propre, isolation...)

Mise en place de plans de déplacement et de mobilité négociés par les partenaires sociaux dans les entreprises et les services (services de ramassage, co-voiturage, télétravail, prime vélo, etc....).

Nous arrivons à la fin d'un processus qui appelle à une réflexion partagée et solidaire de toutes les Réunionnaises et de tous les Réunionnais

Pour de vrais emplois, des emplois statutaires et en CDI

Pour de vrais emplois, une politique de relance de l'activité

Pour les retraités, l'abandon de l'augmentation de la CSG de 1,7%

Pour les retraités, la non-imposition de la majoration de 10% de la pension pour les personnes ayant élevé au moins trois enfants

Pour les retraités, le maintien des pensions de réversion et la suppression des conditions de ressources

Pour les retraités, le rétablissement de la demi-part réservée aux veuves et veufs ayant élevé un enfant

Pour les retraités, une pension au moins égale au SMIC revalorisé, pour une carrière complète

Pour les retraités, une réelle revalorisation des pensions, indexées sur les salaires

Que la plus-value produite dans les entreprises soit plus justement partagée et que les salariés en aient toute leur part.

Redonner toute sa place à la branche d'activité

Réformer en profondeur l'octroi de mer pour accroître le pouvoir d'achat des réunionnais, inciter à la création d'activités industrielles et favoriser la création d'emplois pérennes.

Remise à plat des différents taux en matière de TVA et d'Octroi de mer, et une redistribution de leur attribution en fonction de l'utilité sociale et écologique des produits ou services taxés.

Répartition des bénéfices en entreprise.

Transition écologique - Fiscalité carbone

Un plan de rattrapage en emplois publics

Un véritable plan de lutte contre la pauvreté à La Réunion

Une augmentation significative du SMIC et une revalorisation des grilles salariales

Une baisse de 20% sur les produits de consommation courante

Une baisse de 5 euros sur la bouteille de gaz

Une démarche de transparence sur la réalité économique des entreprises

Une TVA et un taux d'octroi de mer très réduite concernant les produits alimentaires de qualité et de proximité (Bio ou non) pour faciliter l'accès à ces produits et si possible dans le cadre de circuits courts.

Verser automatiquement les prestations sociales dès lors que la condition de ressource du bénéficiaire potentiel est vérifiée sur la base des données de l'administration fiscale.
